



Acte certifié exécutoire.
Arrêté parvenu en Préfecture le :
Accusé de réception de la Préfecture numéro :

Arrêté publié/notifié le :
Affiché le :
Pièce annexe :

13 AOUT 2026

Pour la Maire et par délégation
Cendrine AVISSEAU
Directrice générale adjointe des services

ARRETE DU MAIRE N°2026ARR252

Objet : Arrêté Temporaire - Annule et remplace l'arrêté n°2026ARR241 - Réglementation du stationnement, de l'occupation du domaine public et de la déviation du cheminement des piétons - Pose d'un échafaudage au n°5-5b-5ter rue Besson - Travaux de rénovation énergétique sur une habitation collective - Du lundi 1er septembre 2026 au lundi 1er février 2027 inclus - SOCIETE ISOVEO

La Maire d'Arcueil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et suivants, L.2213-1 et suivants,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment son article L.511-1,

Vu le Code Général de la Propreté des Personnes Publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants, R.2122-7,

Vu le Code la Voirie Routière et notamment ses articles L.113-2, L.115-1, L.116-2 et R.116-2,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – 8^{ème} partie « signalisation temporaire » approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu le Code du Travail et notamment son décret n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004 et son article R.233-13-31, R.231-36 et R.231-37,

Vu l'arrêté 2019ARR399 du 4 décembre 2019, réglementant le bruit sur le territoire communal et notamment l'article 9 : Chantiers et travaux bruyants « les travaux bruyants liés à des chantiers publics ou privés sont interdits de 20 heures à 7 heures, du lundi au vendredi inclus et toute la journée des samedis, dimanches et jours fériés,

Vu le règlement de voirie de l'établissement territorial Grand-Orly-Seine Bièvre,

Vu la Délibération 2022DEL133 du 8 décembre 2022, portant sur l'approbation de la majoration des droits de voirie,

Vu la Décision 2023DEC338 du 24 janvier 2024, relative à la révision des tarifs de voirie et de stationnement à compter du 1er janvier 2024, et plus particulièrement l'article 3, dans lequel il est indiqué qu'à partir du 1er janvier 2025, l'unité de tarification des droits de voirie sera indexée sur l'indice des prix à la consommation.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'autoriser les occupations du domaine public communal et de les réglementer, dans l'intérêt de la commodité, de la sécurité de la circulation des piétons et des différents usagers du domaine public,

Considérant que la Société ISOVEO, sise au n°38 avenue des Pépinières – Parc Médicis – 94260 Fresnes, nécessite impérativement une occupation temporaire privative du domaine public avec emprise au sol, accordée à titre précaire et révocable, pour des travaux de rénovation énergétique d'une habitation collective, situé au n°5-5b-5ter rue Besson à Arcueil, pour le compte de la COPRO BESSON,

Considérant que cette occupation doit être réglementée notamment pour garantir la sécurité des usagers de la voie,

ARRETE N°2026ARR252

Nature de l'acte :Autres domaines de competences des communes
Service : Pôle Intervention Technique Service cadre de vie

ARRETE :

Chapitre I : Autorisation d'occupation temporaire

Article 1 : Annule et remplace l'arrêté n°2026ARR241.

Article 2 :

La Société ISOVEO, sise 38 avenue des Pépinières – Parc Médicis – 94260 Fresnes, est autorisée temporairement à occuper le domaine public communal, à savoir 15 ml, au n° 5-5b-5ter rue Besson à Arcueil, pour le compte de la COPRO BESSON, du lundi 1^{er} septembre 2026 au lundi 1^{er} février 2027 inclus, pour des travaux de rénovation énergétique sur une habitation collective.

Article 3 :

L'emplacement accordé est fixé conformément aux caractéristiques ci-dessous :
Objet de l'occupation : Mise en place d'un échafaudage en façade avec emprise au sol.
Adresse : 5-5b-5ter rue Besson à Arcueil.

Dimensions de l'échafaudage :

Hauteur totale de l'échafaudage : 80 m
Longueur : 15 ml
Largeur : 0,80 cm
Hauteur du 1^{er} palier : 2,00 m
Nombre de paliers : 4

Surface totale de l'échafaudage : 15ml x 0,80cm : **12 m²**

Article 4 : STATIONNEMENT

Du mardi 1^{er} septembre 2026 au lundi 1 février 2027 inclus, le stationnement sera interdit et considéré « stationnement gênant » du n°5 au n°5ter rue Besson, selon le balisage mis en place par la société ISOVEO.

Le non-respect de l'interdiction de stationner sera considéré comme gênant au titre de l'article R 417-10 du Code de la route. Les véhicules laissés en stationnement seront immédiatement retirés et mis en fourrière sont les conditions prévues aux articles L 325-1 et 325-2 de la Code de la route.

Article 5 :

Si l'échafaudage utilise toute la largeur du trottoir, un passage piéton sera obligatoirement laissé libre sous l'échafaudage. Il sera muni d'une bâche contre les projections et protégé par un platelage afin de se prémunir contre les chutes d'outils ou de matériaux. Les matériaux devront être disposés de manière à ne pas entraver l'écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances. Ils devront être signalés pendant le jour et éclairés pendant la nuit. La fabrication du mortier ou du béton, et l'extinction des chaux sont formellement interdites sur la voie. Les lieux seront remis en état immédiatement après l'achèvement des travaux.

L'installation visée à l'article 1 sera :

- disposée de manière à ne jamais entraver l'écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances.
- signalée le jour et éclairée pendant la nuit.

Chapitre II : Redevance d'occupation

Article 6 :

L'installation visée à l'article 1 est autorisée moyennant le paiement des redevances fixées par le conseil municipal.

A compter du 1^{er} janvier 2026, les tarifs ainsi révisés conformément à l'indice des prix à la consommation publiée par l'INSEE sont les suivants :

Occupation sol (où l'on ne peut passer en-dessous) :

Tarif 2026 (forfait mensuel) : $(14,66 \times 0,9 \%) + 14,66 = 14,79 \text{ €}$

Le tarif de l'échafaudage, pour la durée de l'autorisation totale de l'occupation, comme suit : **14,79 €.**

Du lundi 1^{er} septembre 2026 au lundi 1 février 2027 inclus

12 m² x 14,79 € = 177,48 € soit un total de : 177,48 €

Chapitre III : Conditions d'occupation du domaine public communal

Article 7 : SECURITE

La libre circulation et l'accès des véhicules de service, notamment de secours, doit être assurée en permanence. Ainsi les voies de circulation et les passages resteront libres de toute occupation pour faciliter l'accès de ces véhicules.

D'une manière générale, toutes dispositions devront être prises par l'occupant afin de préserver la sécurité du public.

Article 8 : LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

Toute entrave à la libre circulation des personnes, par la pose d'obstacles ou l'occupant des passages piétons est interdite.

Le trottoir sera restreint du n°5 au n°5ter rue Besson, par la société ISOVEO, pour effectuer les travaux de rénovation énergétique d'une habitation collective, avec une déviation du cheminement des piétons via les passages piétons existants de part et d'autres de la rue, selon le balisage et la signalétique mis en place par la société.

Article 9 : EXECUTION DE TRAVAUX PUBLICS

Chaque fois que l'exécution de travaux prévus, notamment les opérations de voirie ou des différents concessionnaires, entraîne le déplacement de l'installation, le permissionnaire sera tenu de faire droit à cette demande et d'effectuer les opérations conformément aux indications qui lui sont données et ceci sans pouvoir se prévaloir d'aucune indemnité pour quelque motif que ce soit.

Article 10 : PROPRETE DES AMENAGEMENTS ET DE SES ABORDS

Le parfait état de propreté des aménagements et de ses abords sera assuré par le titulaire de l'autorisation.

Article 11 : CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC

Il est enjoint au Titulaire de l'autorisation de ne porter aucune atteinte au domaine public ni d'en modifier l'état.

Article 12 : RESPONSABLE CIVILE

L'occupant du domaine public assume l'entière responsabilité des faits pouvant lui être imputables.

L'occupant s'engage à souscrire une assurance responsabilité civile pour toutes les conséquences dommageables résultant de son comportement fautif, de son activité régulière ou de sa présence sur le domaine public.

En aucun cas, la responsabilité de la ville d'Arcueil ne pourra substituer à celle de l'occupant.

Chapitre IV : Retrait de l'autorisation

Article 13 :

En cas d'inobservation des conditions prévues par le présent arrêté, ou pour tout motif d'intérêt général, l'autorisation accordée à la Société ISOVEO, peut retirer sans donner droit à aucune indemnité au profit de l'occupant.

Chapitre V : Infractions

Article 14 :

La commune d'Arcueil se réserve le droit d'agir par toutes les voies administratives et judiciaires existantes pour sanctionner toutes infractions au présent arrêté. Celles-ci seront constatées par procès-verbaux de contravention dressés par les personnels de Police Nationale et/ou Municipale.

Chapitre VI : Opposabilité de l'autorisation

Article 15 :

Le permissionnaire de l'autorisation devra signaler son chantier conformément aux dispositions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – 8^{ème} partie « signalisation temporaire ») réputée connue par le permissionnaire. Il est responsable des accidents pouvant intervenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Il assurera l'affichage du présent arrêté 7 jours au moins avant le début des travaux et affichera le permis de stationnement délivré sur les lieux de l'occupation pendant toute la durée de l'occupation du domaine public de manière lisible et visible du domaine public.

Article 16 :

L'autorisation sera exécutoire de plein droit dès qu'il aura été procédé à sa notification à l'intéressé(e) et à son affichage sur les lieux ainsi qu'à sa publication au recueil des actes administratifs.

Chapitre VII : Exécution

Article 17 :

Le commissaire de Police et les agents placés sous ses ordres, la cheffe de service de la Police Municipale et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 18 : La Société ISOVEO – 38 avenue des Pépinières – Parc Médicis – 94260 Fresnes, en charge des travaux est tenue :

- Afficher le présent arrêté conformément à la réglementation en vigueur,
- Maintenir l'affichage du présent arrêté durant toute la durée de l'intervention,
- Assurer la continuité et la sécurité du cheminement des piétons en toutes circonstances,
- Maintenir en bon état de propreté les abords du chantier,
- Pas d'entreposage de big-bag sur la voie publique,
- Remettre à l'identique le mobilier urbain et les marquages qui auraient été endommagés lors des travaux.

Article 19 : Le présent arrêté sera notifié à la Société ISOVEO.

Article 20 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant des Sapeurs-Pompiers de Montrouge,
- Monsieur le Commissaire Principal du Kremlin-Bicêtre,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Val-de-Marne,
- Monsieur le Président de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,
- Service des Déchets de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale de la ville d'Arcueil,
- Madame la Directrice Générale des Services de la ville d'Arcueil.

Article 21 : La Maire :

- Certifie le caractère exécutoire de cet arrêté compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa publication ou de sa notification.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire d'Arcueil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ou de sa publication ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le

tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou de la publication ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet.

Fait en Mairie, le
La Maire

13 AOUT 2026



Sophie PASCAL-LERICQ
Maire

ARRETE N°2026ARR252

Nature de l'acte :Autres domaines de competences des communes
Service : Pôle Intervention Technique Service cadre de vie

